



ASSEMBLÉE DE L'ARBRE

CHARTÉ INSTITUTIONNELLE ET DE FONCTIONNEMENT

Institutional and Operating Charter • Carta institucional y de funcionamiento • Carta istituzionale e di funzionamento

VERSION 1.0 • 8 SEPTEMBRE 2026

DOCUMENT OFFICIEL QUADRILINGUE

Français • English • Español • Italiano

FR	EN	ES	IT
----	----	----	----

Version française institutionnelle de référence.

Les versions anglaise, espagnole et italienne sont les traductions officielles de la version française V1.0. En cas de divergence d'interprétation, la version française prévaut.

La Compagnie des Papillons Bleus
Déclaration universelle des droits de l'Arbre • Assemblée de l'Arbre

FRANÇAIS

Version française institutionnelle de référence



CHARTRE INSTITUTIONNELLE ET DE FONCTIONNEMENT

VERSION 1.0 • 8 SEPTEMBRE 2026

[FR](#)[EN](#)[ES](#)[IT](#)

UN ACTE RÉEL = UN VERBE EXACT.

La Compagnie des Papillons Bleus
Déclaration universelle des droits de l'Arbre • Assemblée de l'Arbre

SOMMAIRE

PRÉAMBULE

1. OBJET, NATURE ET RATTACHEMENT INSTITUTIONNEL
 2. PRINCIPES DIRECTEURS
 3. ARCHITECTURE DE L'ASSEMBLÉE DE L'ARBRE
 4. CONSEIL INTERNATIONAL D'EXPERTISE
 5. INVITATION, ADMISSION ET ACCEPTATION
 6. DURÉE, DÉMISSION, SUSPENSION ET CESSATION DES FONCTIONS
 7. INDÉPENDANCE DES AVIS ET LIBERTÉ DE CRITIQUE
 8. PORTÉE DE L'APPARTENANCE ET NON-APPROBATION AUTOMATIQUE
 9. AFFILIATIONS ET REPRÉSENTATION INSTITUTIONNELLE
 10. COMMUNICATION, DONNÉES, CITATION ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE
 11. CONFLITS D'INTÉRÊTS ET CONFIDENTIALITÉ
 12. TRAVAUX, AVIS COLLECTIFS, ATTRIBUTION ET TRAÇABILITÉ
 13. MANDAT, REPRÉSENTATION, APPELLATIONS ET LOGOS
 14. ADOPTION, VERSION DE RÉFÉRENCE, MODIFICATION ET INTERPRÉTATION
- CLAUSE GÉNÉRALE DE SAUVEGARDE
- PRINCIPE FINAL D'ATTRIBUTION

PRÉAMBULE

La Déclaration universelle des droits de l'Arbre constitue un cadre de réflexion, de mobilisation, de coopération et de construction doctrinale consacré aux relations entre les sociétés humaines, les arbres, les forêts, les sols, les écosystèmes et les territoires.

Portée par La Compagnie des Papillons Bleus, elle s'accompagne de plusieurs instruments, espaces de réflexion et dispositifs de mise en œuvre, parmi lesquels l'Assemblée de l'Arbre.

L'Assemblée de l'Arbre a vocation à réunir, dans un cadre pluraliste et rigoureux, des personnes issues notamment des sciences, du droit, des collectivités publiques, de l'aménagement, de l'urbanisme, de la gestion des territoires, de l'éducation, de la culture, du patrimoine, du monde associatif et de la société civile.

Elle constitue un espace de réflexion, de dialogue, d'expertise, de confrontation des connaissances, d'élaboration de propositions et de coopération.

Elle n'est ni une juridiction, ni une autorité administrative ou réglementaire, ni un organe décisionnel se substituant aux institutions compétentes.

Son fonctionnement repose sur un principe fondamental : UN ACTE RÉEL = UN VERBE EXACT.

Participation, contribution, relecture, expertise, appartenance à un organe consultatif, approbation et soutien constituent des actes distincts. Aucun ne peut être déduit automatiquement d'un autre.

La présente Charte garantit la clarté institutionnelle, l'indépendance intellectuelle, la traçabilité des travaux, l'exactitude des attributions et le respect des droits des personnes participant aux activités de l'Assemblée de l'Arbre.

ARTICLE 1

OBJET, NATURE ET RATTACHEMENT INSTITUTIONNEL

1.1. L'Assemblée de l'Arbre est une instance consultative du dispositif de la Déclaration universelle des droits de l'Arbre, portée institutionnellement par La Compagnie des Papillons Bleus.

1.2. Elle constitue un espace de réflexion, de dialogue, d'expertise, de participation, de coopération et de formulation de propositions.

1.3. L'Assemblée ne dispose d'aucune personnalité morale autonome distincte de La Compagnie des Papillons Bleus. La présente Charte ne constitue ni les statuts d'une personne morale nouvelle, ni un traité, ni un règlement émanant d'une autorité publique.

1.4. L'Assemblée n'exerce aucun pouvoir juridictionnel, législatif, réglementaire, administratif ou décisionnel. Elle ne se substitue ni aux États, ni aux collectivités territoriales, ni aux administrations, ni aux institutions publiques ou privées compétentes.

1.5. Les avis, observations, recommandations, propositions, résolutions, rapports et autres productions de l'Assemblée ont, en tant qu'actes de l'Assemblée, une portée exclusivement consultative et non contraignante. Leur éventuelle reprise, totale ou partielle, par une autorité ou une institution compétente ne modifie pas leur nature au sein de l'Assemblée.

1.6. L'existence et les activités de l'Assemblée sont sans préjudice des compétences propres de La Compagnie des Papillons Bleus en qualité d'organisation porteuse de la Déclaration universelle des droits de l'Arbre.

ARTICLE 2

PRINCIPES DIRECTEURS

L'Assemblée de l'Arbre exerce ses activités conformément aux principes suivants :

- a) indépendance intellectuelle ;
- b) pluralisme scientifique, juridique, institutionnel, professionnel et culturel ;
- c) rigueur scientifique et juridique ;
- d) exactitude des faits et des attributions ;
- e) liberté de discussion, de critique et de contradiction ;
- f) transparence quant au statut sous lequel chaque personne intervient ;
- g) distinction entre opinions personnelles et positions institutionnelles ;
- h) prévention et gestion des conflits d'intérêts ;
- i) respect du droit applicable ;
- j) respect des droits des personnes, de leur image, de leurs propos et de leurs travaux ;
- k) traçabilité des contributions et des versions ;
- l) confidentialité lorsqu'elle est requise ;
- m) absence d'approbation, de représentation ou de soutien présumés.

Aucune appartenance ou participation à l'Assemblée ne saurait priver une personne de sa liberté scientifique, juridique, professionnelle ou intellectuelle.

ARTICLE 3

ARCHITECTURE DE L'ASSEMBLÉE DE L'ARBRE

3.1. L'Assemblée de l'Arbre comprend deux dimensions complémentaires : l'Assemblée internationale et les Assemblées territoriales.

3.2. L'Assemblée internationale peut notamment comprendre : le Conseil international d'expertise de l'Assemblée de l'Arbre ; des groupes de travail thématiques ; des contributeurs scientifiques, juridiques, institutionnels ou professionnels ; des personnes participant ponctuellement à certains travaux.

3.3. Les groupes de travail peuvent notamment concerner les forêts, les arbres et les territoires, les sols, le droit, les collectivités, l'urbanisme, l'aménagement, la biodiversité, l'eau, le climat, l'éducation, la culture, le patrimoine, la participation citoyenne et la coopération internationale, ainsi que tout autre domaine pertinent.

3.4. Les Assemblées territoriales constituent des modalités de réflexion et de participation adaptées aux réalités territoriales et au droit applicable. Elles peuvent associer notamment collectivités publiques, citoyens, associations, professionnels, scientifiques, juristes, enseignants et acteurs culturels.

3.5. Les dispositifs de participation citoyenne, notamment ceux pouvant être développés sous l'appellation « Gardiens de la Forêt », demeurent distincts du Conseil international d'expertise.

3.6. La participation à une composante de l'Assemblée n'emporte aucune appartenance automatique aux autres composantes.

ARTICLE 4

CONSEIL INTERNATIONAL D'EXPERTISE

4.1. Il est institué au sein de l'Assemblée internationale un Conseil international d'expertise de l'Assemblée de l'Arbre.

4.2. Le Conseil est un organe consultatif de haut niveau ayant vocation à contribuer, par la diversité et la qualité des compétences de ses membres, aux réflexions scientifiques, juridiques, méthodologiques, territoriales, culturelles ou institutionnelles de l'Assemblée.

4.3. Le Conseil peut notamment formuler des avis et observations, contribuer à des études, relire des documents, proposer des modifications, produire ou contribuer à des notes et rapports, formuler des recommandations, identifier des incertitudes ou difficultés méthodologiques et exprimer des opinions divergentes ou minoritaires.

4.4. Ses travaux demeurent consultatifs. Le Conseil ne dispose d'aucun pouvoir de décision sur La Compagnie des Papillons Bleus, les autorités publiques ou toute autre institution.

4.5. Le Conseil n'est pas un regroupement de soutiens à la Déclaration universelle des droits de l'Arbre. La liberté d'analyse, de critique et de contradiction de ses membres participe de sa crédibilité.

4.6. L'appartenance au Conseil ne peut être présentée comme une approbation générale de la Déclaration, de ses textes associés, de ses publications ou de ses projets.

ARTICLE 5

INVITATION, ADMISSION ET ACCEPTATION

5.1. L'entrée au Conseil international d'expertise intervient exclusivement sur invitation formalisée par l'organe ou la personne compétente de La Compagnie des Papillons Bleus, ou par un mandataire expressément habilité à cette fin. Nul ne peut engager l'Assemblée par une invitation en l'absence d'une telle compétence ou d'un mandat écrit.

5.2. L'invitation tient notamment compte de la compétence reconnue de la personne, de son champ d'expertise, de la complémentarité des disciplines, de son expérience scientifique, juridique, territoriale, professionnelle ou internationale, de son indépendance et de sa capacité à contribuer effectivement aux travaux.

5.3. Toute nomination suppose une acceptation expresse et documentable de la personne concernée.

5.4. Une personne ayant antérieurement contribué à un travail, relu un document, transmis des publications, participé à un échange ou exprimé un soutien demeure libre d'accepter ou de refuser une invitation au Conseil. Son refus ne modifie ni la réalité ni la qualification de ses contributions antérieures.

5.5. Réciproquement, l'acceptation d'une fonction au sein du Conseil n'emporte aucun soutien automatique à la Déclaration universelle des droits de l'Arbre.

5.6. Aucun droit d'entrée ni aucune cotisation obligatoire ne peut être imposé aux experts en contrepartie de leur participation au Conseil. Cette voie est distincte des éventuelles modalités d'adhésion associative ou citoyenne.

ARTICLE 6

DURÉE, DÉMISSION, SUSPENSION ET CESSATION DES FONCTIONS

6.1. Les conditions de durée des fonctions peuvent être précisées dans l'acte d'invitation ou par les règles générales applicables au Conseil.

6.2. Tout membre peut mettre fin à sa participation à tout moment, sans obligation de justification publique.

6.3. Toute cessation de fonction entraîne l'actualisation, dans un délai raisonnable, des supports publics concernés.

6.4. La cessation d'une fonction ne modifie pas rétroactivement la réalité des travaux effectivement accomplis, lesquels peuvent continuer à être mentionnés sous leur qualification exacte et dans le respect des droits de la personne concernée.

6.5. La Compagnie des Papillons Bleus peut décider la suspension ou la cessation d'une participation pour un motif objectif tenant notamment au respect de la présente Charte, à l'intégrité des travaux, à un conflit d'intérêts grave ou à une situation incompatible avec la poursuite de la fonction. La mesure doit être proportionnée. Sauf urgence, impossibilité ou circonstance particulière dûment justifiée, la personne concernée est préalablement mise en mesure de présenter ses observations.

ARTICLE 7

INDÉPENDANCE DES AVIS ET LIBERTÉ DE CRITIQUE

7.1. Les membres, experts et contributeurs conservent leur entière liberté intellectuelle.

7.2. Ils peuvent notamment approuver, nuancer ou contester une analyse, demander sa correction, proposer une autre interprétation, signaler une incertitude, exprimer une opinion minoritaire ou refuser d'endosser une conclusion.

7.3. Nul ne peut être tenu, en raison de sa participation à l'Assemblée, d'adhérer à l'ensemble des analyses, doctrines, publications ou projets rattachés à la Déclaration universelle des droits de l'Arbre.

7.4. Lorsqu'un désaccord présente un intérêt scientifique ou juridique substantiel, il peut être mentionné ou conservé dans les travaux et archives selon des modalités adaptées.

7.5. La qualité institutionnelle d'un travail repose sur l'exactitude des faits, la qualité de l'argumentation, la transparence des désaccords et la traçabilité des contributions, et non sur l'exigence d'unanimité.

ARTICLE 8

PORTÉE DE L'APPARTENANCE ET NON-APPROBATION AUTOMATIQUE

8.1. La participation à l'Assemblée de l'Arbre ou à l'un de ses organes consultatifs n'emporte ni approbation automatique de l'ensemble des textes, publications, instruments ou projets rattachés à la Déclaration universelle des droits de l'Arbre, ni renonciation à la liberté de critique scientifique ou juridique.

8.2. L'appartenance à l'Assemblée ou au Conseil ne vaut notamment pas approbation automatique : de la Déclaration universelle des droits de l'Arbre ; de son Cadre officiel ; du Livre blanc ; des Quinze Engagements destinés aux collectivités ; du projet de Convention internationale des droits de l'Arbre ; des doctrines, classifications ou publications scientifiques associées ; de l'UDTR Global Forest Atlas ; ni de toute publication ou initiative future.

8.3. Toute approbation ou tout soutien est qualifié séparément et ne peut résulter que d'une manifestation expresse de la volonté de la personne concernée ou, s'agissant d'un soutien institutionnel, d'une décision ou autorisation émanant de l'organisation compétente.

8.4. Doivent notamment être distinguées les qualités suivantes : membre du Conseil international d'expertise ; membre d'un groupe de travail ; relecteur scientifique ou juridique ; contributeur scientifique, juridique ou professionnel ; participant à un dialogue scientifique ; soutien personnel à la Déclaration ; soutien institutionnel ; participant territorial ou citoyen.

8.5. Une même personne peut cumuler plusieurs qualités uniquement lorsque chacune correspond à un acte distinct et documenté.

ARTICLE 9

AFFILIATIONS ET REPRÉSENTATION INSTITUTIONNELLE

9.1. Les fonctions, titres universitaires et affiliations professionnelles ou institutionnelles d'une personne peuvent être mentionnés afin de permettre son identification et de situer son champ d'expertise.

9.2. Leur mention n'emporte aucune conséquence quant à la position de l'organisation concernée.

9.3. Sauf autorisation institutionnelle distincte et documentée, la participation d'une personne ne peut être présentée comme impliquant le soutien, l'engagement ou l'approbation de l'université, organisme de recherche, administration, association, entreprise, organisation internationale ou autre institution à laquelle elle est affiliée.

9.4. Lorsque cela est utile, la mention suivante ou son équivalent accompagne la présentation : « Les fonctions et affiliations professionnelles sont mentionnées à titre d'identification. Elles n'impliquent aucun soutien ni engagement des institutions concernées, sauf autorisation expresse de celles-ci. »

9.5. Tout soutien institutionnel fait l'objet d'une qualification distincte et doit reposer sur une décision, déclaration ou autorisation émanant de l'autorité compétente pour engager l'organisation concernée.

ARTICLE 10

COMMUNICATION, DONNÉES, CITATION ET PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

10.1. Toute publication nominative respecte les droits de la personne concernée et le droit applicable. La publication du nom, du portrait, des fonctions, affiliations, éléments biographiques, citations, déclarations personnelles ou statements de soutien intervient sur la base des autorisations ou fondements juridiques appropriés.

10.2. Lorsqu'un texte attribue substantiellement à une personne une position scientifique, juridique ou personnelle, sa formulation lui est soumise pour validation lorsque les circonstances le requièrent.

10.3. Les données personnelles utilisées pour le fonctionnement, la traçabilité et la communication de l'Assemblée sont traitées conformément au droit applicable, notamment au règlement général sur la protection des données et à la législation française relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Leur collecte et leur conservation sont limitées à ce qui est nécessaire aux finalités poursuivies et leur accès est maîtrisé.

10.4. La participation à l'Assemblée n'emporte aucune cession automatique de droits de propriété intellectuelle. Chaque auteur ou contributeur conserve les droits attachés à ses écrits, travaux, photographies, données et autres créations, sous réserve des droits de tiers et des accords expressément conclus.

10.5. Toute reproduction, adaptation ou diffusion intervient dans les limites du droit applicable et des autorisations accordées.

10.6. Aucune relecture, consultation, annotation, transmission documentaire ou participation à un échange ne peut être transformée en soutien, approbation, validation ou endossement sans manifestation expresse correspondante. Les termes employés doivent décrire exactement l'acte accompli.

ARTICLE 11

CONFLITS D'INTÉRÊTS ET CONFIDENTIALITÉ

11.1. Les participants signalent les situations susceptibles d'affecter de manière significative l'indépendance réelle ou apparente de leur contribution lorsqu'une telle information est pertinente au regard du travail concerné.

11.2. Les conflits d'intérêts sont appréciés selon la nature du travail, le rôle de la personne et la portée de la contribution. L'existence d'un intérêt ou d'une affiliation n'entraîne pas nécessairement l'exclusion ; elle peut justifier une déclaration, une mesure de transparence, une limitation de participation ou toute autre mesure proportionnée.

11.3. Les participants respectent la confidentialité des projets non publics, des relectures en cours, des informations personnelles non destinées à publication, des échanges dont la confidentialité résulte de leur nature ou a été convenue, ainsi que des documents expressément transmis sous cette condition.

11.4. La participation à l'Assemblée n'autorise aucune divulgation qui méconnaîtrait une obligation de confidentialité, les droits d'autrui ou le droit applicable.

ARTICLE 12

TRAVAUX, AVIS COLLECTIFS, ATTRIBUTION ET TRAÇABILITÉ

12.1. L'Assemblée assure une traçabilité appropriée des travaux conduits sous son égide ou dans son environnement institutionnel.

12.2. Un registre interne peut notamment consigner l'identité et le domaine de compétence des personnes, leurs fonctions ou affiliations pertinentes, les sollicitations adressées, les travaux concernés, les contributions reçues, les modifications produites, les autorisations de publication, les éventuels soutiens personnels ou institutionnels, les invitations au Conseil et leur état.

12.3. Le registre interne constitue l'outil de vérification préalable des statuts et attributions. Il peut être plus étendu que les informations rendues publiques. La présence d'un nom dans ce registre n'emporte ni appartenance à l'Assemblée ni droit ou obligation de publication.

12.4. Aucun avis, rapport, recommandation, résolution ou déclaration ne peut être attribué collectivement au Conseil international d'expertise sans que les modalités de son élaboration et de son adoption aient été préalablement déterminées. L'absence de réponse, la participation à une réunion ou la seule appartenance au Conseil ne valent jamais approbation d'un document.

12.5. Lorsqu'un travail collectif est publié, ses auteurs, contributeurs, relecteurs ou personnes l'ayant expressément approuvé sont identifiés dans la mesure pertinente, ainsi que, lorsqu'il y a lieu, l'existence d'opinions divergentes.

12.6. Toute contribution est qualifiée selon l'acte réellement accompli. Une transmission de publications n'est pas une validation ; une relecture critique n'est pas nécessairement une approbation ; l'acceptation d'une relecture n'équivaut pas à sa réalisation ; un échange scientifique n'équivaut pas à une appartenance à l'Assemblée.

12.7. En présence de pièces successives relatives au statut ou à la position d'une personne, la pièce datée la plus récente prévaut pour déterminer son état actuel, sans modifier la qualification historique des actes antérieurement accomplis.

ARTICLE 13**MANDAT, REPRÉSENTATION, APPELLATIONS ET LOGOS**

13.1. Aucun membre, expert, contributeur ou participant ne peut, du seul fait de sa participation à l'Assemblée : représenter La Compagnie des Papillons Bleus ; représenter la Déclaration universelle des droits de l'Arbre ; engager juridiquement La Compagnie des Papillons Bleus ; créer à l'égard des tiers l'apparence d'un mandat ou d'un pouvoir d'engagement de l'Assemblée ; négocier ou conclure un accord en son nom ; prendre publiquement position en son nom ; se présenter comme son mandataire ou son porte-parole.

13.2. Toute fonction de représentation suppose un mandat écrit, exprès, identifiable et valable émanant de l'autorité compétente de La Compagnie des Papillons Bleus.

13.3. Les appellations susceptibles de laisser présumer un pouvoir de représentation, notamment celles d'« ambassadeur », « représentant », « délégué » ou « porte-parole », ne peuvent être utilisées sans mandat spécifique correspondant.

13.4. Le nom, la marque ou le logo d'une institution à laquelle une personne est affiliée ne peut être utilisé de manière à laisser entendre une participation, un partenariat ou un soutien institutionnel qui n'aurait pas été expressément autorisé.

13.5. Le projet de Convention internationale des droits de l'Arbre demeure distinct de l'Assemblée. L'Assemblée ne se confond notamment pas avec le Comité permanent ou tout autre organe qui pourrait être institué ultérieurement par une éventuelle Convention internationale.

ARTICLE 14**ADOPTION, VERSION DE RÉFÉRENCE, MODIFICATION ET INTERPRÉTATION**

14.1. La présente Charte est adoptée, modifiée et publiée sous la responsabilité de La Compagnie des Papillons Bleus, conformément à ses propres règles de gouvernance.

14.2. La version française constitue la version institutionnelle de référence. Des traductions peuvent être établies, notamment en anglais, espagnol et italien. Elles doivent demeurer aussi fidèles que possible à la version française de référence.

14.3. Toute modification substantielle donne lieu à une nouvelle version datée et identifiable. Les versions antérieures sont conservées dans les archives institutionnelles afin d'assurer la traçabilité du dispositif.

14.4. La version en vigueur et sa date doivent être identifiables sur le support officiel de publication.

14.5. L'interprétation institutionnelle de la présente Charte relève de La Compagnie des Papillons Bleus, dans le respect du Cadre officiel de la Déclaration universelle des droits de l'Arbre, du droit applicable, des droits des participants et de l'indépendance intellectuelle des experts.

14.6. Aucune interprétation de la présente Charte ne peut avoir pour effet d'attribuer à une personne ou une institution une approbation, un soutien, une représentation, un mandat ou une qualité qui n'a pas été expressément accepté, autorisé ou effectivement exercé.

14.7. La présente Charte entre en vigueur à compter de sa publication comme version officielle par La Compagnie des Papillons Bleus.

CLAUSE GÉNÉRALE DE SAUVEGARDE

Aucune disposition de la présente Charte ne peut être interprétée comme conférant à l'Assemblée de l'Arbre, au Conseil international d'expertise, aux groupes de travail ou à leurs membres une compétence appartenant à une autorité publique, une collectivité territoriale, un État, une juridiction ou une organisation internationale.

La présente Charte organise un dispositif de consultation, de réflexion, d'expertise et de coopération.

Elle ne crée ni pouvoir juridictionnel, ni pouvoir réglementaire, ni pouvoir administratif, ni pouvoir de contrainte.

PRINCIPE FINAL D'ATTRIBUTION

UN ACTE RÉEL = UN VERBE EXACT.

Toute communication relative à l'Assemblée de l'Arbre doit restituer avec exactitude ce qu'une personne ou une institution a effectivement fait, accepté, déclaré ou autorisé.

La crédibilité de l'Assemblée repose à la fois sur la qualité de ses travaux, sur l'indépendance de ses participants et sur la rigueur avec laquelle elle distingue contribution, expertise, appartenance, approbation, représentation et soutien.

ENGLISH

Official English translation - the French version is authoritative



INSTITUTIONAL AND OPERATING CHARTER

VERSION 1.0 • 8 SEPTEMBRE 2026

[FR](#)[EN](#)[ES](#)[IT](#)

A REAL ACT = AN EXACT VERB.

La Compagnie des Papillons Bleus
Déclaration universelle des droits de l'Arbre • Assemblée de l'Arbre

CONTENTS

PREAMBLE

1. PURPOSE, NATURE AND INSTITUTIONAL STEWARDSHIP
 2. GUIDING PRINCIPLES
 3. STRUCTURE OF THE ASSEMBLY OF THE TREE
 4. INTERNATIONAL ADVISORY COUNCIL
 5. INVITATION, APPOINTMENT AND ACCEPTANCE
 6. TERM, RESIGNATION, SUSPENSION AND END OF FUNCTIONS
 7. INDEPENDENCE OF OPINIONS AND FREEDOM OF CRITICISM
 8. SCOPE OF MEMBERSHIP AND NO AUTOMATIC APPROVAL
 9. AFFILIATIONS AND INSTITUTIONAL REPRESENTATION
 10. COMMUNICATION, DATA, QUOTATION AND INTELLECTUAL PROPERTY
 11. CONFLICTS OF INTEREST AND CONFIDENTIALITY
 12. WORK, COLLECTIVE OPINIONS, ATTRIBUTION AND TRACEABILITY
 13. MANDATE, REPRESENTATION, TITLES AND LOGOS
 14. ADOPTION, AUTHORITATIVE VERSION, AMENDMENT AND INTERPRETATION
- GENERAL SAFEGUARD CLAUSE
- FINAL PRINCIPLE OF ATTRIBUTION

PREAMBLE

The Universal Declaration of Tree Rights provides a framework for reflection, mobilisation, cooperation and doctrinal development concerning the relationships between human societies, Trees, forests, soils, ecosystems and territories.

Stewarded by La Compagnie des Papillons Bleus, it is accompanied by a number of instruments, forums for reflection and implementation mechanisms, including the Assembly of the Tree.

The Assembly of the Tree is intended to bring together, within a pluralistic and rigorous framework, persons drawn in particular from the sciences, law, public authorities, planning, urban development, territorial management, education, culture, heritage, associations and civil society.

It is a forum for reflection, dialogue, expertise, the exchange and confrontation of knowledge, the development of proposals and cooperation.

It is neither a court or tribunal, nor an administrative or regulatory authority, nor a decision-making body replacing the competent institutions.

Its operation is founded upon a fundamental principle: A REAL ACT = AN EXACT VERB.

Participation, contribution, review, expertise, membership of an advisory body, approval and support are distinct acts. None may be automatically inferred from another.

This Charter safeguards institutional clarity, intellectual independence, the traceability of work, the accuracy of attributions and respect for the rights of persons participating in the activities of the Assembly of the Tree.

ARTICLE 1

PURPOSE, NATURE AND INSTITUTIONAL STEWARDSHIP

1.1. The Assembly of the Tree is an advisory body within the framework of the Universal Declaration of Tree Rights and is institutionally stewarded by La Compagnie des Papillons Bleus.

- 1.2. It is a forum for reflection, dialogue, expertise, participation, cooperation and the formulation of proposals.
- 1.3. The Assembly has no autonomous legal personality separate from La Compagnie des Papillons Bleus. This Charter constitutes neither the statutes or bylaws of a new legal entity, nor a treaty, nor a regulation issued by a public authority.
- 1.4. The Assembly exercises no judicial, legislative, regulatory, administrative or decision-making power. It does not replace States, local or regional authorities, administrations, or competent public or private institutions.
- 1.5. Opinions, observations, recommendations, proposals, resolutions, reports and other outputs of the Assembly have, as acts of the Assembly, an exclusively advisory and non-binding character. Their possible adoption or use, in whole or in part, by a competent authority or institution does not alter their nature within the Assembly.
- 1.6. The existence and activities of the Assembly are without prejudice to the powers and responsibilities of La Compagnie des Papillons Bleus as the organisation officially stewarding the Universal Declaration of Tree Rights.

ARTICLE 2

GUIDING PRINCIPLES

The Assembly of the Tree conducts its activities in accordance with the following principles:

- a) intellectual independence;
- b) scientific, legal, institutional, professional and cultural pluralism;
- c) scientific and legal rigour;
- d) accuracy of facts and attributions;
- e) freedom of discussion, criticism and contradiction;
- f) transparency as to the capacity in which each person participates;
- g) distinction between personal opinions and institutional positions;
- h) prevention and management of conflicts of interest;
- i) compliance with applicable law;
- j) respect for the rights, image, statements and work of persons;
- k) traceability of contributions and versions;
- l) confidentiality where required;
- m) absence of presumed approval, representation or support.

No membership of or participation in the Assembly may deprive any person of scientific, legal, professional or intellectual freedom.

ARTICLE 3

STRUCTURE OF THE ASSEMBLY OF THE TREE

- 3.1. The Assembly of the Tree comprises two complementary dimensions: the International Assembly and the Territorial Assemblies.
- 3.2. The International Assembly may include, in particular: the International Advisory Council of the Assembly of the Tree; thematic working groups; scientific, legal, institutional or professional contributors; and persons participating on an occasional basis in specific work.
- 3.3. Working groups may address, in particular, forests, Trees and territories, soils, law, local and regional authorities, urban planning, spatial planning, biodiversity, water, climate, education, culture, heritage, public participation and international cooperation, as well as any other relevant field.

3.4. Territorial Assemblies are arrangements for reflection and participation adapted to territorial realities and applicable law. They may involve, in particular, public authorities, citizens, associations, professionals, scientists, legal professionals, educators and cultural actors.

3.5. Public-participation mechanisms, including those that may be developed under the designation “Guardians of the Forest”, remain distinct from the International Advisory Council.

3.6. Participation in one component of the Assembly does not entail automatic membership of any other component.

ARTICLE 4

INTERNATIONAL ADVISORY COUNCIL

4.1. An International Advisory Council of the Assembly of the Tree is established within the International Assembly.

4.2. The Council is a high-level advisory body whose purpose is to contribute, through the diversity and quality of its members' expertise, to the scientific, legal, methodological, territorial, cultural and institutional reflection of the Assembly.

4.3. The Council may, in particular, formulate opinions and observations, contribute to studies, review documents, propose amendments, prepare or contribute to notes and reports, formulate recommendations, identify uncertainties or methodological difficulties, and express divergent or minority opinions.

4.4. Its work remains advisory. The Council has no decision-making power over La Compagnie des Papillons Bleus, public authorities or any other institution.

4.5. The Council is not a grouping of supporters of the Universal Declaration of Tree Rights. The freedom of its members to analyse, criticise and challenge contributes to its credibility.

4.6. Membership of the Council may not be presented as general approval of the Declaration, its associated texts, its publications or its projects.

ARTICLE 5

INVITATION, APPOINTMENT AND ACCEPTANCE

5.1. Entry to the International Advisory Council occurs exclusively by a formal invitation issued by the competent body or person within La Compagnie des Papillons Bleus, or by a representative expressly authorised for that purpose. No person may bind the Assembly by issuing an invitation without such authority or a written mandate.

5.2. An invitation takes into account, in particular, the person's recognised competence, field of expertise, disciplinary complementarity, scientific, legal, territorial, professional or international experience, independence and capacity to contribute effectively to the work.

5.3. Any appointment requires the express and documentable acceptance of the person concerned.

5.4. A person who has previously contributed to work, reviewed a document, transmitted publications, participated in an exchange or expressed support remains free to accept or decline an invitation to the Council. Refusal does not alter the reality or characterisation of earlier contributions.

5.5. Conversely, acceptance of a role within the Council does not entail any automatic support for the Universal Declaration of Tree Rights.

5.6. No entry fee or compulsory subscription may be imposed on invited experts as a condition of participation in the Council. This route is distinct from any associative or public membership arrangements that may exist.

ARTICLE 6**TERM, RESIGNATION, SUSPENSION AND END OF FUNCTIONS**

- 6.1. The duration of functions may be specified in the invitation or by the general rules applicable to the Council.
- 6.2. Any member may end their participation at any time, without any obligation to provide public justification.
- 6.3. Any end of function entails the updating, within a reasonable period, of the relevant public materials.
- 6.4. The end of a function does not retroactively alter the reality of work actually carried out, which may continue to be mentioned under its exact characterisation and with due respect for the rights of the person concerned.
- 6.5. La Compagnie des Papillons Bleus may suspend or end participation on objective grounds relating, in particular, to compliance with this Charter, the integrity of the work, a serious conflict of interest or a situation incompatible with continuation of the function. The measure must be proportionate. Except in cases of urgency, impossibility or duly justified special circumstances, the person concerned shall first be given an opportunity to submit observations.

ARTICLE 7**INDEPENDENCE OF OPINIONS AND FREEDOM OF CRITICISM**

- 7.1. Members, experts and contributors retain full intellectual freedom.
- 7.2. They may, in particular, approve, qualify or challenge an analysis, request its correction, propose another interpretation, identify uncertainty, express a minority opinion or decline to endorse a conclusion.
- 7.3. No person may, by reason of participation in the Assembly, be required to adhere to all analyses, doctrines, publications or projects associated with the Universal Declaration of Tree Rights.
- 7.4. Where a disagreement is of substantial scientific or legal interest, it may be recorded or preserved in the work and archives in an appropriate manner.
- 7.5. The institutional quality of work rests on factual accuracy, the quality of argument, transparency regarding disagreements and the traceability of contributions, not on a requirement of unanimity.

ARTICLE 8**SCOPE OF MEMBERSHIP AND NO AUTOMATIC APPROVAL**

- 8.1. Participation in the Assembly of the Tree or any of its advisory bodies entails neither automatic approval of all texts, publications, instruments or projects associated with the Universal Declaration of Tree Rights, nor any waiver of scientific or legal freedom of criticism.
- 8.2. Membership of the Assembly or the Council does not, in particular, constitute automatic approval of: the Universal Declaration of Tree Rights; its Official Framework; the White Paper; the Fifteen Commitments for Local and Regional Authorities; the proposed International Convention on Tree Rights; associated doctrines, classifications or scientific publications; the UDTR Global Forest Atlas; or any future publication or initiative.
- 8.3. Any approval or support is characterised separately and may arise only from an express manifestation of the will of the person concerned or, in the case of institutional support, from a decision or authorisation issued by the competent organisation.
- 8.4. The following capacities must, in particular, be distinguished: member of the International Advisory Council; member of a working group; scientific or legal reviewer; scientific, legal or professional contributor; participant in a scientific dialogue; personal supporter of the Declaration; institutional supporter; territorial or public participant.

8.5. The same person may hold several capacities only where each corresponds to a distinct and documented act.

ARTICLE 9

AFFILIATIONS AND INSTITUTIONAL REPRESENTATION

9.1. A person's functions, academic titles and professional or institutional affiliations may be mentioned for identification and to situate their field of expertise.

9.2. Such mention has no implication for the position of the organisation concerned.

9.3. Unless there is a separate and documented institutional authorisation, a person's participation may not be presented as implying the support, commitment or approval of the university, research body, administration, association, company, international organisation or other institution with which that person is affiliated.

9.4. Where useful, the following notice or an equivalent wording shall accompany the presentation: "Professional functions and affiliations are provided for identification purposes only. They do not imply support or commitment by the institutions concerned unless expressly authorised by those institutions."

9.5. Any institutional support is characterised separately and must be based on a decision, statement or authorisation issued by the authority competent to bind the organisation concerned.

ARTICLE 10

COMMUNICATION, DATA, QUOTATION AND INTELLECTUAL PROPERTY

10.1. Any named publication shall respect the rights of the person concerned and applicable law. Publication of a name, portrait, functions, affiliations, biographical information, quotations, personal statements or statements of support shall be based on the appropriate authorisations or legal grounds.

10.2. Where a text substantially attributes a scientific, legal or personal position to a person, the wording shall be submitted to that person for validation where the circumstances so require.

10.3. Personal data used for the operation, traceability and communication of the Assembly shall be processed in accordance with applicable law, including the General Data Protection Regulation and French data-protection legislation. Collection and retention shall be limited to what is necessary for the purposes pursued, and access shall be controlled.

10.4. Participation in the Assembly does not entail any automatic assignment of intellectual-property rights. Each author or contributor retains the rights attached to their writings, work, photographs, data and other creations, subject to third-party rights and any express agreements concluded.

10.5. Any reproduction, adaptation or dissemination shall occur within the limits of applicable law and the authorisations granted.

10.6. No review, consultation, annotation, transmission of documents or participation in an exchange may be transformed into support, approval, validation or endorsement without a corresponding express manifestation. The terms used must describe exactly the act performed.

ARTICLE 11

CONFLICTS OF INTEREST AND CONFIDENTIALITY

11.1. Participants shall disclose situations liable significantly to affect the real or apparent independence of their contribution where such information is relevant to the work concerned.

11.2. Conflicts of interest are assessed according to the nature of the work, the role of the person and the scope of the contribution. The existence of an interest or affiliation does not necessarily require exclusion; it may justify a declaration, a transparency measure, a limitation on participation or any other proportionate measure.

11.3. Participants shall respect the confidentiality of non-public projects, ongoing reviews, personal information not intended for publication, exchanges whose confidentiality arises from their nature or has been agreed, and documents expressly transmitted on that basis.

11.4. Participation in the Assembly authorises no disclosure that would breach an obligation of confidentiality, the rights of others or applicable law.

ARTICLE 12

WORK, COLLECTIVE OPINIONS, ATTRIBUTION AND TRACEABILITY

12.1. The Assembly ensures appropriate traceability of work conducted under its auspices or within its institutional environment.

12.2. An internal register may record, in particular, the identity and field of expertise of persons, relevant functions or affiliations, requests made, work concerned, contributions received, resulting amendments, publication authorisations, any personal or institutional support, invitations to the Council and their status.

12.3. The internal register is the tool for prior verification of capacities and attributions. It may be broader than the information made public. Inclusion of a name in the register entails neither membership of the Assembly nor any right or obligation of publication.

12.4. No opinion, report, recommendation, resolution or statement may be collectively attributed to the International Advisory Council unless the procedures for its preparation and adoption have been determined in advance. Silence, attendance at a meeting or mere membership of the Council never constitutes approval of a document.

12.5. When collective work is published, its authors, contributors, reviewers or persons who have expressly approved it shall be identified to the extent relevant, together, where appropriate, with the existence of divergent opinions.

12.6. Every contribution is characterised according to the act actually performed. Transmission of publications is not validation; a critical review is not necessarily approval; acceptance of a request to review is not equivalent to carrying out that review; a scientific exchange is not equivalent to membership of the Assembly.

12.7. Where successive documents concern a person's capacity or position, the most recent dated document prevails for determining the current status, without altering the historical characterisation of acts previously performed.

ARTICLE 13

MANDATE, REPRESENTATION, TITLES AND LOGOS

13.1. No member, expert, contributor or participant may, solely by virtue of participation in the Assembly: represent La Compagnie des Papillons Bleus; represent the Universal Declaration of Tree Rights; legally bind La Compagnie des Papillons Bleus; create towards third parties the appearance of a mandate or authority to bind the Assembly; negotiate or conclude an agreement in its name; take a public position in its name; or present themselves as its agent or spokesperson.

13.2. Any representative function requires a written, express, identifiable and valid mandate issued by the competent authority of La Compagnie des Papillons Bleus.

13.3. Titles capable of implying representative authority, including "ambassador", "representative", "delegate" or "spokesperson", may not be used without the corresponding specific mandate.

13.4. The name, trademark or logo of an institution with which a person is affiliated may not be used in a manner suggesting participation, partnership or institutional support that has not been expressly authorised.

13.5. The proposed International Convention on Tree Rights remains distinct from the Assembly. In particular, the Assembly is not the Standing Committee or any other body that might subsequently be established by a future international Convention.

ARTICLE 14

ADOPTION, AUTHORITATIVE VERSION, AMENDMENT AND INTERPRETATION

14.1. This Charter is adopted, amended and published under the responsibility of La Compagnie des Papillons Bleus, in accordance with its own governance rules.

14.2. The French version constitutes the authoritative institutional version. Translations may be established, in particular in English, Spanish and Italian. They must remain as faithful as possible to the authoritative French version.

14.3. Any substantive amendment gives rise to a new dated and identifiable version. Earlier versions are retained in the institutional archives in order to ensure traceability of the framework.

14.4. The version in force and its date must be identifiable on the official publication medium.

14.5. The institutional interpretation of this Charter falls to La Compagnie des Papillons Bleus, with due regard for the Official Framework of the Universal Declaration of Tree Rights, applicable law, the rights of participants and the intellectual independence of experts.

14.6. No interpretation of this Charter may have the effect of attributing to a person or institution any approval, support, representation, mandate or capacity that has not been expressly accepted, authorised or actually exercised.

14.7. This Charter enters into force upon its publication as an official version by La Compagnie des Papillons Bleus.

GENERAL SAFEGUARD CLAUSE

No provision of this Charter may be interpreted as conferring upon the Assembly of the Tree, the International Advisory Council, working groups or their members any competence belonging to a public authority, a local or regional authority, a State, a court or an international organisation.

This Charter organises a framework for consultation, reflection, expertise and cooperation.

It creates no judicial, regulatory, administrative or coercive power.

FINAL PRINCIPLE OF ATTRIBUTION

A REAL ACT = AN EXACT VERB.

Any communication concerning the Assembly of the Tree must accurately reflect what a person or institution has actually done, accepted, stated or authorised.

The credibility of the Assembly rests both on the quality of its work, the independence of its participants and the rigour with which it distinguishes contribution, expertise, membership, approval, representation and support.

ESPAÑOL

Traducción oficial al español - la versión francesa es la referencia institucional



CARTA INSTITUCIONAL Y DE FUNCIONAMIENTO

VERSION 1.0 • 8 SEPTEMBRE 2026

[FR](#)[EN](#)[ES](#)[IT](#)

UN ACTO REAL = UN VERBO EXACTO.

La Compagnie des Papillons Bleus
Déclaration universelle des droits de l'Arbre • Assemblée de l'Arbre

ÍNDICE

PREÁMBULO

1. OBJETO, NATURALEZA Y VINCULACIÓN INSTITUCIONAL
 2. PRINCIPIOS RECTORES
 3. ARQUITECTURA DE LA ASAMBLEA DEL ÁRBOL
 4. CONSEJO INTERNACIONAL DE EXPERTOS
 5. INVITACIÓN, DESIGNACIÓN Y ACEPTACIÓN
 6. DURACIÓN, RENUNCIA, SUSPENSIÓN Y CESE DE FUNCIONES
 7. INDEPENDENCIA DE LOS DICTÁMENES Y LIBERTAD DE CRÍTICA
 8. ALCANCE DE LA PERTENENCIA Y AUSENCIA DE APROBACIÓN AUTOMÁTICA
 9. AFILIACIONES Y REPRESENTACIÓN INSTITUCIONAL
 10. COMUNICACIÓN, DATOS, CITACIÓN Y PROPIEDAD INTELECTUAL
 11. CONFLICTOS DE INTERESES Y CONFIDENCIALIDAD
 12. TRABAJOS, DICTÁMENES COLECTIVOS, ATRIBUCIÓN Y TRAZABILIDAD
 13. MANDATO, REPRESENTACIÓN, DENOMINACIONES Y LOGOS
 14. ADOPCIÓN, VERSIÓN DE REFERENCIA, MODIFICACIÓN E INTERPRETACIÓN
- CLÁUSULA GENERAL DE SALVAGUARDIA
- PRINCIPIO FINAL DE ATRIBUCIÓN

PREÁMBULO

La Declaración Universal de los Derechos del Árbol constituye un marco de reflexión, movilización, cooperación y construcción doctrinal dedicado a las relaciones entre las sociedades humanas, los Árboles, los bosques, los suelos, los ecosistemas y los territorios.

Impulsada institucionalmente por La Compagnie des Papillons Bleus, se acompaña de diversos instrumentos, espacios de reflexión y mecanismos de aplicación, entre ellos la Asamblea del Árbol.

La Asamblea del Árbol tiene por vocación reunir, en un marco pluralista y riguroso, a personas procedentes en particular de las ciencias, el derecho, las autoridades públicas, la ordenación del territorio, el urbanismo, la gestión territorial, la educación, la cultura, el patrimonio, el ámbito asociativo y la sociedad civil.

Constituye un espacio de reflexión, diálogo, conocimiento experto, confrontación de conocimientos, elaboración de propuestas y cooperación.

No es un órgano jurisdiccional, ni una autoridad administrativa o reglamentaria, ni un órgano decisorio que sustituya a las instituciones competentes.

Su funcionamiento se basa en un principio fundamental: UN ACTO REAL = UN VERBO EXACTO.

Participación, contribución, revisión, aportación experta, pertenencia a un órgano consultivo, aprobación y apoyo constituyen actos distintos. Ninguno puede deducirse automáticamente de otro.

La presente Carta garantiza la claridad institucional, la independencia intelectual, la trazabilidad de los trabajos, la exactitud de las atribuciones y el respeto de los derechos de las personas que participan en las actividades de la Asamblea del Árbol.

ARTÍCULO 1

OBJETO, NATURALEZA Y VINCULACIÓN INSTITUCIONAL

- 1.1. La Asamblea del Árbol es un órgano consultivo del dispositivo de la Declaración Universal de los Derechos del Árbol, cuya gestión institucional corresponde a La Compagnie des Papillons Bleus.
- 1.2. Constituye un espacio de reflexión, diálogo, conocimiento experto, participación, cooperación y formulación de propuestas.
- 1.3. La Asamblea carece de personalidad jurídica autónoma distinta de La Compagnie des Papillons Bleus. La presente Carta no constituye ni los estatutos de una nueva persona jurídica, ni un tratado, ni un reglamento emanado de una autoridad pública.
- 1.4. La Asamblea no ejerce ningún poder jurisdiccional, legislativo, reglamentario, administrativo o decisorio. No sustituye a los Estados, las autoridades locales o regionales, las administraciones ni las instituciones públicas o privadas competentes.
- 1.5. Los dictámenes, observaciones, recomendaciones, propuestas, resoluciones, informes y demás producciones de la Asamblea tienen, en cuanto actos de la Asamblea, carácter exclusivamente consultivo y no vinculante. Su eventual incorporación o utilización, total o parcial, por una autoridad o institución competente no modifica su naturaleza dentro de la Asamblea.
- 1.6. La existencia y las actividades de la Asamblea se entienden sin perjuicio de las competencias propias de La Compagnie des Papillons Bleus como organización oficialmente responsable de la Declaración Universal de los Derechos del Árbol.

ARTÍCULO 2

PRINCIPIOS RECTORES

La Asamblea del Árbol desarrolla sus actividades conforme a los siguientes principios:

- a) independencia intelectual;
- b) pluralismo científico, jurídico, institucional, profesional y cultural;
- c) rigor científico y jurídico;
- d) exactitud de los hechos y de las atribuciones;
- e) libertad de discusión, crítica y contradicción;
- f) transparencia respecto de la condición en la que interviene cada persona;
- g) distinción entre opiniones personales y posiciones institucionales;
- h) prevención y gestión de los conflictos de intereses;
- i) respeto del derecho aplicable;
- j) respeto de los derechos de las personas, de su imagen, de sus declaraciones y de sus trabajos;
- k) trazabilidad de las contribuciones y de las versiones;
- l) confidencialidad cuando sea necesaria;
- m) ausencia de aprobación, representación o apoyo presumidos.

La pertenencia o participación en la Asamblea no podrá privar a ninguna persona de su libertad científica, jurídica, profesional o intelectual.

ARTÍCULO 3

ARQUITECTURA DE LA ASAMBLEA DEL ÁRBOL

- 3.1. La Asamblea del Árbol comprende dos dimensiones complementarias: la Asamblea Internacional y las Asambleas Territoriales.
- 3.2. La Asamblea Internacional puede comprender, en particular: el Consejo Internacional de Expertos de la Asamblea del Árbol; grupos de trabajo temáticos; contribuyentes científicos, jurídicos, institucionales o profesionales; y personas que participen de forma puntual en determinados trabajos.

3.3. Los grupos de trabajo pueden abordar, en particular, los bosques, los Árboles y los territorios, los suelos, el derecho, las autoridades territoriales, el urbanismo, la ordenación, la biodiversidad, el agua, el clima, la educación, la cultura, el patrimonio, la participación ciudadana y la cooperación internacional, así como cualquier otro ámbito pertinente.

3.4. Las Asambleas Territoriales constituyen modalidades de reflexión y participación adaptadas a las realidades territoriales y al derecho aplicable. Pueden asociar, en particular, autoridades públicas, ciudadanos, asociaciones, profesionales, científicos, juristas, docentes y agentes culturales.

3.5. Los mecanismos de participación ciudadana, incluidos los que puedan desarrollarse bajo la denominación «Guardianes del Bosque», permanecen diferenciados del Consejo Internacional de Expertos.

3.6. La participación en un componente de la Asamblea no implica pertenencia automática a los demás componentes.

ARTÍCULO 4

CONSEJO INTERNACIONAL DE EXPERTOS

4.1. Se instituye, en el seno de la Asamblea Internacional, un Consejo Internacional de Expertos de la Asamblea del Árbol.

4.2. El Consejo es un órgano consultivo de alto nivel destinado a contribuir, mediante la diversidad y calidad de las competencias de sus miembros, a las reflexiones científicas, jurídicas, metodológicas, territoriales, culturales o institucionales de la Asamblea.

4.3. El Consejo puede, en particular, formular dictámenes y observaciones, contribuir a estudios, revisar documentos, proponer modificaciones, elaborar o contribuir a notas e informes, formular recomendaciones, identificar incertidumbres o dificultades metodológicas y expresar opiniones divergentes o minoritarias.

4.4. Sus trabajos siguen siendo consultivos. El Consejo no dispone de ningún poder decisorio sobre La Compagnie des Papillons Bleus, las autoridades públicas o cualquier otra institución.

4.5. El Consejo no es una agrupación de personas que necesariamente apoyen la Declaración Universal de los Derechos del Árbol. La libertad de análisis, crítica y contradicción de sus miembros contribuye a su credibilidad.

4.6. La pertenencia al Consejo no puede presentarse como una aprobación general de la Declaración, sus textos asociados, sus publicaciones o sus proyectos.

ARTÍCULO 5

INVITACIÓN, DESIGNACIÓN Y ACEPTACIÓN

5.1. El acceso al Consejo Internacional de Expertos se produce exclusivamente mediante invitación formalizada por el órgano o la persona competente de La Compagnie des Papillons Bleus, o por un mandatario expresamente habilitado a tal fin. Nadie puede comprometer a la Asamblea mediante una invitación sin dicha competencia o sin mandato escrito.

5.2. La invitación tiene en cuenta, en particular, la competencia reconocida de la persona, su ámbito de especialización, la complementariedad de las disciplinas, su experiencia científica, jurídica, territorial, profesional o internacional, su independencia y su capacidad para contribuir efectivamente a los trabajos.

5.3. Toda designación requiere la aceptación expresa y documentable de la persona interesada.

5.4. Una persona que haya contribuido anteriormente a un trabajo, revisado un documento, transmitido publicaciones, participado en un intercambio o expresado apoyo conserva plena libertad para aceptar o rechazar una invitación al Consejo. Su negativa no modifica la realidad ni la calificación de sus contribuciones anteriores.

5.5. Recíprocamente, la aceptación de una función en el Consejo no implica ningún apoyo automático a la Declaración Universal de los Derechos del Árbol.

5.6. No podrá imponerse a los expertos ninguna cuota de entrada ni cotización obligatoria como contrapartida por su participación en el Consejo. Esta vía es distinta de las eventuales modalidades de adhesión asociativa o ciudadana.

ARTÍCULO 6

DURACIÓN, RENUNCIA, SUSPENSIÓN Y CESE DE FUNCIONES

6.1. Las condiciones de duración de las funciones pueden precisarse en el acto de invitación o mediante las normas generales aplicables al Consejo.

6.2. Cualquier miembro puede poner fin a su participación en cualquier momento, sin obligación de justificación pública.

6.3. Todo cese de funciones conlleva la actualización, dentro de un plazo razonable, de los soportes públicos afectados.

6.4. El cese de una función no modifica retroactivamente la realidad de los trabajos efectivamente realizados, que podrán seguir mencionándose con su calificación exacta y respetando los derechos de la persona interesada.

6.5. La Compagnie des Papillons Bleus puede decidir la suspensión o el cese de una participación por un motivo objetivo relacionado, en particular, con el respeto de la presente Carta, la integridad de los trabajos, un conflicto grave de intereses o una situación incompatible con la continuación de la función. La medida deberá ser proporcionada. Salvo urgencia, imposibilidad o circunstancia particular debidamente justificada, se dará previamente a la persona interesada la posibilidad de formular observaciones.

ARTÍCULO 7

INDEPENDENCIA DE LOS DICTÁMENES Y LIBERTAD DE CRÍTICA

7.1. Los miembros, expertos y contribuyentes conservan plena libertad intelectual.

7.2. Pueden, en particular, aprobar, matizar o impugnar un análisis, solicitar su corrección, proponer otra interpretación, señalar una incertidumbre, expresar una opinión minoritaria o negarse a respaldar una conclusión.

7.3. Nadie podrá ser obligado, por razón de su participación en la Asamblea, a adherirse al conjunto de los análisis, doctrinas, publicaciones o proyectos vinculados a la Declaración Universal de los Derechos del Árbol.

7.4. Cuando un desacuerdo presente un interés científico o jurídico sustancial, podrá mencionarse o conservarse en los trabajos y archivos conforme a modalidades adecuadas.

7.5. La calidad institucional de un trabajo se basa en la exactitud de los hechos, la calidad de la argumentación, la transparencia de los desacuerdos y la trazabilidad de las contribuciones, y no en una exigencia de unanimidad.

ARTÍCULO 8

ALCANCE DE LA PERTENENCIA Y AUSENCIA DE APROBACIÓN AUTOMÁTICA

8.1. La participación en la Asamblea del Árbol o en cualquiera de sus órganos consultivos no implica ni la aprobación automática de todos los textos, publicaciones, instrumentos o proyectos vinculados a la Declaración Universal de los Derechos del Árbol, ni la renuncia a la libertad de crítica científica o jurídica.

8.2. La pertenencia a la Asamblea o al Consejo no constituye, en particular, aprobación automática de: la Declaración Universal de los Derechos del Árbol; su Marco oficial; el Libro Blanco; los Quince Compromisos destinados a las autoridades locales y regionales; el proyecto de Convención Internacional sobre los Derechos

del Árbol; las doctrinas, clasificaciones o publicaciones científicas asociadas; el UDTR Global Forest Atlas; ni cualquier publicación o iniciativa futura.

8.3. Toda aprobación o apoyo se califica separadamente y solo puede resultar de una manifestación expresa de voluntad de la persona interesada o, cuando se trate de apoyo institucional, de una decisión o autorización emanada de la organización competente.

8.4. Deben distinguirse, en particular, las siguientes condiciones: miembro del Consejo Internacional de Expertos; miembro de un grupo de trabajo; revisor científico o jurídico; contribuyente científico, jurídico o profesional; participante en un diálogo científico; apoyo personal a la Declaración; apoyo institucional; participante territorial o ciudadano.

8.5. Una misma persona puede acumular varias condiciones únicamente cuando cada una corresponda a un acto distinto y documentado.

ARTÍCULO 9

AFILIACIONES Y REPRESENTACIÓN INSTITUCIONAL

9.1. Las funciones, títulos universitarios y afiliaciones profesionales o institucionales de una persona pueden mencionarse para permitir su identificación y situar su ámbito de especialización.

9.2. Su mención no implica consecuencia alguna respecto de la posición de la organización concernida.

9.3. Salvo autorización institucional distinta y documentada, la participación de una persona no puede presentarse como si implicara el apoyo, compromiso o aprobación de la universidad, organismo de investigación, administración, asociación, empresa, organización internacional u otra institución a la que esté afiliada.

9.4. Cuando resulte útil, acompañará a la presentación la siguiente mención o una formulación equivalente: «Las funciones y afiliaciones profesionales se indican únicamente a efectos de identificación. No implican apoyo ni compromiso alguno de las instituciones concernidas, salvo autorización expresa de estas.»

9.5. Todo apoyo institucional se califica separadamente y debe basarse en una decisión, declaración o autorización emanada de la autoridad competente para comprometer a la organización concernida.

ARTÍCULO 10

COMUNICACIÓN, DATOS, CITACIÓN Y PROPIEDAD INTELECTUAL

10.1. Toda publicación nominativa respeta los derechos de la persona interesada y el derecho aplicable. La publicación del nombre, retrato, funciones, afiliaciones, elementos biográficos, citas, declaraciones personales o statements de apoyo se basa en las autorizaciones o fundamentos jurídicos adecuados.

10.2. Cuando un texto atribuya sustancialmente a una persona una posición científica, jurídica o personal, su redacción se someterá a dicha persona para validación cuando las circunstancias lo requieran.

10.3. Los datos personales utilizados para el funcionamiento, la trazabilidad y la comunicación de la Asamblea se tratan conforme al derecho aplicable, en particular al Reglamento General de Protección de Datos y a la legislación francesa relativa a la informática, los ficheros y las libertades. Su recogida y conservación se limitan a lo necesario para los fines perseguidos y su acceso se mantiene controlado.

10.4. La participación en la Asamblea no implica cesión automática alguna de derechos de propiedad intelectual. Cada autor o contribuyente conserva los derechos vinculados a sus escritos, trabajos, fotografías, datos y demás creaciones, sin perjuicio de los derechos de terceros y de los acuerdos expresamente celebrados.

10.5. Toda reproducción, adaptación o difusión se realiza dentro de los límites del derecho aplicable y de las autorizaciones concedidas.

10.6. Ninguna revisión, consulta, anotación, transmisión documental o participación en un intercambio puede transformarse en apoyo, aprobación, validación o endorsement sin la correspondiente manifestación expresa. Los términos empleados deben describir exactamente el acto realizado.

ARTÍCULO 11

CONFLICTOS DE INTERESES Y CONFIDENCIALIDAD

11.1. Los participantes señalan las situaciones susceptibles de afectar de manera significativa a la independencia real o aparente de su contribución cuando dicha información sea pertinente respecto del trabajo concernido.

11.2. Los conflictos de intereses se valoran atendiendo a la naturaleza del trabajo, al papel de la persona y al alcance de la contribución. La existencia de un interés o una afiliación no implica necesariamente exclusión; puede justificar una declaración, una medida de transparencia, una limitación de participación o cualquier otra medida proporcionada.

11.3. Los participantes respetan la confidencialidad de los proyectos no públicos, las revisiones en curso, la información personal no destinada a publicación, los intercambios cuya confidencialidad derive de su naturaleza o haya sido acordada, así como los documentos expresamente transmitidos bajo dicha condición.

11.4. La participación en la Asamblea no autoriza divulgación alguna que vulnere una obligación de confidencialidad, los derechos de terceros o el derecho aplicable.

ARTÍCULO 12

TRABAJOS, DICTÁMENES COLECTIVOS, ATRIBUCIÓN Y TRAZABILIDAD

12.1. La Asamblea garantiza una trazabilidad adecuada de los trabajos desarrollados bajo su égida o dentro de su entorno institucional.

12.2. Un registro interno puede consignar, en particular, la identidad y el ámbito de especialización de las personas, sus funciones o afiliaciones pertinentes, las solicitudes dirigidas, los trabajos concernidos, las contribuciones recibidas, las modificaciones producidas, las autorizaciones de publicación, los eventuales apoyos personales o institucionales, las invitaciones al Consejo y su estado.

12.3. El registro interno constituye la herramienta de verificación previa de las condiciones y atribuciones. Puede ser más amplio que la información hecha pública. La presencia de un nombre en dicho registro no implica pertenencia a la Asamblea ni derecho u obligación de publicación.

12.4. Ningún dictamen, informe, recomendación, resolución o declaración puede atribuirse colectivamente al Consejo Internacional de Expertos sin que se hayan determinado previamente las modalidades de su elaboración y adopción. La falta de respuesta, la asistencia a una reunión o la mera pertenencia al Consejo nunca equivalen a la aprobación de un documento.

12.5. Cuando se publique un trabajo colectivo, se identificarán, en la medida pertinente, sus autores, contribuyentes, revisores o personas que lo hayan aprobado expresamente, así como, cuando proceda, la existencia de opiniones divergentes.

12.6. Toda contribución se califica según el acto efectivamente realizado. La transmisión de publicaciones no es una validación; una revisión crítica no es necesariamente una aprobación; la aceptación de una solicitud de revisión no equivale a su realización; un intercambio científico no equivale a la pertenencia a la Asamblea.

12.7. Cuando existan documentos sucesivos relativos a la condición o posición de una persona, prevalecerá el documento fechado más reciente para determinar su situación actual, sin modificar la calificación histórica de los actos anteriormente realizados.

ARTÍCULO 13

MANDATO, REPRESENTACIÓN, DENOMINACIONES Y LOGOS

13.1. Ningún miembro, experto, contribuyente o participante puede, por el mero hecho de participar en la Asamblea: representar a La Compagnie des Papillons Bleus; representar a la Declaración Universal de los Derechos del Árbol; obligar jurídicamente a La Compagnie des Papillons Bleus; crear frente a terceros la apariencia de un mandato o poder para comprometer a la Asamblea; negociar o celebrar un acuerdo en su nombre; adoptar públicamente una posición en su nombre; ni presentarse como su mandatario o portavoz.

13.2. Toda función de representación exige un mandato escrito, expreso, identificable y válido emanado de la autoridad competente de La Compagnie des Papillons Bleus.

13.3. Las denominaciones susceptibles de hacer presumir un poder de representación, en particular «embajador», «representante», «delegado» o «portavoz», no podrán utilizarse sin el correspondiente mandato específico.

13.4. El nombre, la marca o el logotipo de una institución a la que una persona esté afiliada no podrá utilizarse de forma que haga suponer una participación, colaboración o apoyo institucional que no haya sido expresamente autorizado.

13.5. El proyecto de Convención Internacional sobre los Derechos del Árbol permanece diferenciado de la Asamblea. La Asamblea no se confunde, en particular, con el Comité Permanente ni con ningún otro órgano que pudiera ser instituido posteriormente por una eventual Convención internacional.

ARTÍCULO 14

ADOPCIÓN, VERSIÓN DE REFERENCIA, MODIFICACIÓN E INTERPRETACIÓN

14.1. La presente Carta es adoptada, modificada y publicada bajo la responsabilidad de La Compagnie des Papillons Bleus, conforme a sus propias normas de gobernanza.

14.2. La versión francesa constituye la versión institucional de referencia. Pueden establecerse traducciones, en particular al inglés, español e italiano. Deberán mantenerse lo más fieles posible a la versión francesa de referencia.

14.3. Toda modificación sustancial da lugar a una nueva versión fechada e identificable. Las versiones anteriores se conservan en los archivos institucionales para garantizar la trazabilidad del dispositivo.

14.4. La versión vigente y su fecha deben ser identificables en el soporte oficial de publicación.

14.5. La interpretación institucional de la presente Carta corresponde a La Compagnie des Papillons Bleus, respetando el Marco oficial de la Declaración Universal de los Derechos del Árbol, el derecho aplicable, los derechos de los participantes y la independencia intelectual de los expertos.

14.6. Ninguna interpretación de la presente Carta puede tener por efecto atribuir a una persona o institución una aprobación, apoyo, representación, mandato o condición que no haya sido expresamente aceptada, autorizada o efectivamente ejercida.

14.7. La presente Carta entra en vigor a partir de su publicación como versión oficial por La Compagnie des Papillons Bleus.

CLÁUSULA GENERAL DE SALVAGUARDIA

Ninguna disposición de la presente Carta puede interpretarse en el sentido de atribuir a la Asamblea del Árbol, al Consejo Internacional de Expertos, a los grupos de trabajo o a sus miembros una competencia que corresponda a una autoridad pública, una autoridad territorial, un Estado, un órgano jurisdiccional o una organización internacional.

La presente Carta organiza un dispositivo de consulta, reflexión, conocimiento experto y cooperación.
No crea poder jurisdiccional, reglamentario, administrativo ni coercitivo alguno.

PRINCIPIO FINAL DE ATRIBUCIÓN

UN ACTO REAL = UN VERBO EXACTO.

Toda comunicación relativa a la Asamblea del Árbol debe reflejar con exactitud lo que una persona o institución haya efectivamente realizado, aceptado, declarado o autorizado.

La credibilidad de la Asamblea se basa a la vez en la calidad de sus trabajos, en la independencia de sus participantes y en el rigor con el que distingue contribución, aportación experta, pertenencia, aprobación, representación y apoyo.

ITALIANO

Traduzione ufficiale italiana - la versione francese è il riferimento istituzionale



CARTA ISTITUZIONALE E DI FUNZIONAMENTO

VERSION 1.0 • 8 SEPTEMBRE 2026

[FR](#)[EN](#)[ES](#)[IT](#)

UN ATTO REALE = UN VERBO ESATTO.

La Compagnie des Papillons Bleus
Déclaration universelle des droits de l'Arbre • Assemblée de l'Arbre

INDICE

PREAMBOLO

1. OGGETTO, NATURA E INQUADRAMENTO ISTITUZIONALE
 2. PRINCIPI DIRETTIVI
 3. ARCHITETTURA DELL'ASSEMBLEA DELL'ALBERO
 4. CONSIGLIO INTERNAZIONALE DI ESPERTI
 5. INVITO, NOMINA E ACCETTAZIONE
 6. DURATA, DIMISSIONI, SOSPENSIONE E CESSAZIONE DELLE FUNZIONI
 7. INDIPENDENZA DEI PARERI E LIBERTÀ DI CRITICA
 8. PORTATA DELL'APPARTENENZA E ASSENZA DI APPROVAZIONE AUTOMATICA
 9. AFFILIAZIONI E RAPPRESENTANZA ISTITUZIONALE
 10. COMUNICAZIONE, DATI, CITAZIONE E PROPRIETÀ INTELLETTUALE
 11. CONFLITTI DI INTERESSI E RISERVATEZZA
 12. LAVORI, PARERI COLLETTIVI, ATTRIBUZIONE E TRACCIABILITÀ
 13. MANDATO, RAPPRESENTANZA, DENOMINAZIONI E LOGHI
 14. ADOZIONE, VERSIONE DI RIFERIMENTO, MODIFICA E INTERPRETAZIONE
- CLAUSOLA GENERALE DI SALVAGUARDIA
- PRINCIPIO FINALE DI ATTRIBUZIONE

PREAMBOLO

La Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Albero costituisce un quadro di riflessione, mobilitazione, cooperazione e costruzione dottrinale dedicato ai rapporti tra le società umane, gli Alberi, le foreste, i suoli, gli ecosistemi e i territori.

Portata istituzionalmente da La Compagnie des Papillons Bleus, è accompagnata da diversi strumenti, spazi di riflessione e dispositivi di attuazione, tra cui l'Assemblea dell'Albero.

L'Assemblea dell'Albero ha lo scopo di riunire, in un quadro pluralistico e rigoroso, persone provenienti in particolare dalle scienze, dal diritto, dagli enti pubblici, dalla pianificazione, dall'urbanistica, dalla gestione territoriale, dall'educazione, dalla cultura, dal patrimonio, dal mondo associativo e dalla società civile.

Costituisce uno spazio di riflessione, dialogo, competenza specialistica, confronto delle conoscenze, elaborazione di proposte e cooperazione.

Non è né un organo giurisdizionale, né un'autorità amministrativa o regolamentare, né un organo decisionale che si sostituisce alle istituzioni competenti.

Il suo funzionamento si fonda su un principio fondamentale: UN ATTO REALE = UN VERBO ESATTO.

Partecipazione, contributo, revisione, competenza specialistica, appartenenza a un organo consultivo, approvazione e sostegno costituiscono atti distinti. Nessuno può essere automaticamente desunto da un altro.

La presente Carta garantisce chiarezza istituzionale, indipendenza intellettuale, tracciabilità dei lavori, esattezza delle attribuzioni e rispetto dei diritti delle persone che partecipano alle attività dell'Assemblea dell'Albero.

ARTICOLO 1

OGGETTO, NATURA E INQUADRAMENTO ISTITUZIONALE

1.1. L'Assemblea dell'Albero è un organo consultivo del dispositivo della Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Albero, portata istituzionalmente da La Compagnie des Papillons Bleus.

1.2. Costituisce uno spazio di riflessione, dialogo, competenza specialistica, partecipazione, cooperazione e formulazione di proposte.

1.3. L'Assemblea non dispone di personalità giuridica autonoma distinta da La Compagnie des Papillons Bleus. La presente Carta non costituisce né lo statuto di una nuova persona giuridica, né un trattato, né un regolamento emanato da un'autorità pubblica.

1.4. L'Assemblea non esercita alcun potere giurisdizionale, legislativo, regolamentare, amministrativo o decisionale. Non si sostituisce agli Stati, agli enti territoriali, alle amministrazioni né alle istituzioni pubbliche o private competenti.

1.5. I pareri, le osservazioni, le raccomandazioni, le proposte, le risoluzioni, le relazioni e le altre produzioni dell'Assemblea hanno, in quanto atti dell'Assemblea, natura esclusivamente consultiva e non vincolante. L'eventuale recepimento o utilizzo, totale o parziale, da parte di un'autorità o istituzione competente non ne modifica la natura all'interno dell'Assemblea.

1.6. L'esistenza e le attività dell'Assemblea non pregiudicano le competenze proprie di La Compagnie des Papillons Bleus quale organizzazione ufficialmente responsabile della Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Albero.

ARTICOLO 2

PRINCIPI DIRETTIVI

L'Assemblea dell'Albero svolge le proprie attività conformemente ai seguenti principi:

- a) indipendenza intellettuale;
- b) pluralismo scientifico, giuridico, istituzionale, professionale e culturale;
- c) rigore scientifico e giuridico;
- d) esattezza dei fatti e delle attribuzioni;
- e) libertà di discussione, critica e contraddittorio;
- f) trasparenza quanto alla qualità nella quale ciascuna persona interviene;
- g) distinzione tra opinioni personali e posizioni istituzionali;
- h) prevenzione e gestione dei conflitti di interessi;
- i) rispetto del diritto applicabile;
- j) rispetto dei diritti delle persone, della loro immagine, delle loro dichiarazioni e dei loro lavori;
- k) tracciabilità dei contributi e delle versioni;
- l) riservatezza quando richiesta;
- m) assenza di approvazione, rappresentanza o sostegno presunti.

Nessuna appartenenza o partecipazione all'Assemblea può privare una persona della propria libertà scientifica, giuridica, professionale o intellettuale.

ARTICOLO 3

ARCHITETTURA DELL'ASSEMBLEA DELL'ALBERO

3.1. L'Assemblea dell'Albero comprende due dimensioni complementari: l'Assemblea internazionale e le Assemblee territoriali.

3.2. L'Assemblea internazionale può comprendere, in particolare: il Consiglio internazionale di esperti dell'Assemblea dell'Albero; gruppi di lavoro tematici; contributori scientifici, giuridici, istituzionali o professionali; persone che partecipano occasionalmente a determinati lavori.

3.3. I gruppi di lavoro possono riguardare, in particolare, le foreste, gli Alberi e i territori, i suoli, il diritto, gli enti territoriali, l'urbanistica, la pianificazione, la biodiversità, l'acqua, il clima, l'educazione, la cultura, il patrimonio, la partecipazione dei cittadini e la cooperazione internazionale, nonché ogni altro ambito pertinente.

3.4. Le Assemblee territoriali costituiscono modalità di riflessione e partecipazione adattate alle realtà territoriali e al diritto applicabile. Possono coinvolgere, in particolare, enti pubblici, cittadini, associazioni, professionisti, scienziati, giuristi, docenti e operatori culturali.

3.5. I dispositivi di partecipazione dei cittadini, compresi quelli che possono essere sviluppati sotto la denominazione «Guardiani della Foresta», restano distinti dal Consiglio internazionale di esperti.

3.6. La partecipazione a una componente dell'Assemblea non comporta alcuna appartenenza automatica alle altre componenti.

ARTICOLO 4

CONSIGLIO INTERNAZIONALE DI ESPERTI

4.1. È istituito, nell'ambito dell'Assemblea internazionale, un Consiglio internazionale di esperti dell'Assemblea dell'Albero.

4.2. Il Consiglio è un organo consultivo di alto livello destinato a contribuire, attraverso la diversità e la qualità delle competenze dei propri membri, alle riflessioni scientifiche, giuridiche, metodologiche, territoriali, culturali o istituzionali dell'Assemblea.

4.3. Il Consiglio può, in particolare, formulare pareri e osservazioni, contribuire a studi, revisionare documenti, proporre modifiche, redigere o contribuire a note e relazioni, formulare raccomandazioni, individuare incertezze o difficoltà metodologiche ed esprimere opinioni divergenti o minoritarie.

4.4. I suoi lavori rimangono consultivi. Il Consiglio non dispone di alcun potere decisionale su La Compagnie des Papillons Bleus, sulle autorità pubbliche o su qualsiasi altra istituzione.

4.5. Il Consiglio non è un raggruppamento di sostenitori della Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Albero. La libertà di analisi, critica e contraddittorio dei suoi membri contribuisce alla sua credibilità.

4.6. L'appartenenza al Consiglio non può essere presentata come approvazione generale della Dichiarazione, dei testi a essa associati, delle sue pubblicazioni o dei suoi progetti.

ARTICOLO 5

INVITO, NOMINA E ACCETTAZIONE

5.1. L'ingresso nel Consiglio internazionale di esperti avviene esclusivamente mediante invito formalizzato dall'organo o dalla persona competente di La Compagnie des Papillons Bleus, oppure da un mandatario espressamente autorizzato a tal fine. Nessuno può impegnare l'Assemblea mediante un invito in assenza di tale competenza o di un mandato scritto.

5.2. L'invito tiene conto, in particolare, della competenza riconosciuta della persona, del suo ambito di specializzazione, della complementarità delle discipline, della sua esperienza scientifica, giuridica, territoriale, professionale o internazionale, della sua indipendenza e della sua capacità di contribuire effettivamente ai lavori.

5.3. Ogni nomina richiede l'accettazione espressa e documentabile della persona interessata.

5.4. Una persona che abbia precedentemente contribuito a un lavoro, revisionato un documento, trasmesso pubblicazioni, partecipato a uno scambio o espresso sostegno resta libera di accettare o rifiutare un invito al Consiglio. Il rifiuto non modifica né la realtà né la qualificazione dei contributi precedenti.

5.5. Viceversa, l'accettazione di una funzione nel Consiglio non comporta alcun sostegno automatico alla Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Albero.

5.6. Nessuna quota d'ingresso o contribuzione obbligatoria può essere imposta agli esperti come corrispettivo della loro partecipazione al Consiglio. Tale modalità è distinta dalle eventuali forme di adesione associativa o cittadina.

ARTICOLO 6**DURATA, DIMISSIONI, SOSPENSIONE E CESSAZIONE DELLE FUNZIONI**

6.1. Le condizioni di durata delle funzioni possono essere precisate nell'atto di invito o dalle regole generali applicabili al Consiglio.

6.2. Ogni membro può porre fine alla propria partecipazione in qualsiasi momento, senza obbligo di giustificazione pubblica.

6.3. Ogni cessazione della funzione comporta l'aggiornamento, entro un termine ragionevole, dei relativi supporti pubblici.

6.4. La cessazione di una funzione non modifica retroattivamente la realtà dei lavori effettivamente svolti, che possono continuare a essere menzionati secondo la loro esatta qualificazione e nel rispetto dei diritti della persona interessata.

6.5. La Compagnie des Papillons Bleus può decidere la sospensione o la cessazione di una partecipazione per un motivo oggettivo relativo, in particolare, al rispetto della presente Carta, all'integrità dei lavori, a un grave conflitto di interessi o a una situazione incompatibile con la prosecuzione della funzione. La misura deve essere proporzionata. Salvo urgenza, impossibilità o circostanza particolare debitamente giustificata, la persona interessata è previamente messa in condizione di presentare le proprie osservazioni.

ARTICOLO 7**INDIPENDENZA DEI PARERI E LIBERTÀ DI CRITICA**

7.1. Membri, esperti e contributori conservano piena libertà intellettuale.

7.2. Possono, in particolare, approvare, precisare o contestare un'analisi, chiederne la correzione, proporre un'altra interpretazione, segnalare un'incertezza, esprimere un'opinione minoritaria o rifiutare di fare propria una conclusione.

7.3. Nessuno può essere tenuto, in ragione della propria partecipazione all'Assemblea, ad aderire all'insieme delle analisi, dottrine, pubblicazioni o progetti collegati alla Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Albero.

7.4. Quando un dissenso presenta un interesse scientifico o giuridico sostanziale, può essere menzionato o conservato nei lavori e negli archivi secondo modalità adeguate.

7.5. La qualità istituzionale di un lavoro si fonda sull'esattezza dei fatti, sulla qualità dell'argomentazione, sulla trasparenza dei dissensi e sulla tracciabilità dei contributi, non su un'esigenza di unanimità.

ARTICOLO 8**PORTATA DELL'APPARTENENZA E ASSENZA DI APPROVAZIONE AUTOMATICA**

8.1. La partecipazione all'Assemblea dell'Albero o a uno dei suoi organi consultivi non comporta né l'approvazione automatica dell'insieme dei testi, pubblicazioni, strumenti o progetti collegati alla Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Albero, né la rinuncia alla libertà di critica scientifica o giuridica.

8.2. L'appartenenza all'Assemblea o al Consiglio non equivale, in particolare, ad approvazione automatica: della Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Albero; del suo Quadro ufficiale; del Libro bianco; dei Quindici Impegni destinati agli enti locali e regionali; del progetto di Convenzione Internazionale sui Diritti dell'Albero; delle dottrine, classificazioni o pubblicazioni scientifiche associate; dell'UDTR Global Forest Atlas; né di qualsiasi pubblicazione o iniziativa futura.

8.3. Ogni approvazione o sostegno è qualificato separatamente e può risultare soltanto da una manifestazione espressa della volontà della persona interessata oppure, nel caso di sostegno istituzionale, da una decisione o autorizzazione dell'organizzazione competente.

8.4. Devono essere distinte, in particolare, le seguenti qualità: membro del Consiglio internazionale di esperti; membro di un gruppo di lavoro; revisore scientifico o giuridico; contributore scientifico, giuridico o professionale; partecipante a un dialogo scientifico; sostegno personale alla Dichiarazione; sostegno istituzionale; partecipante territoriale o cittadino.

8.5. La stessa persona può cumulare più qualità soltanto quando ciascuna corrisponda a un atto distinto e documentato.

ARTICOLO 9

AFFILIAZIONI E RAPPRESENTANZA ISTITUZIONALE

9.1. Le funzioni, i titoli accademici e le affiliazioni professionali o istituzionali di una persona possono essere menzionati al fine di identificarla e situarne l'ambito di competenza.

9.2. La loro menzione non produce alcuna conseguenza quanto alla posizione dell'organizzazione interessata.

9.3. Salvo distinta e documentata autorizzazione istituzionale, la partecipazione di una persona non può essere presentata come implicante il sostegno, l'impegno o l'approvazione dell'università, organismo di ricerca, amministrazione, associazione, impresa, organizzazione internazionale o altra istituzione alla quale essa è affiliata.

9.4. Quando utile, la presentazione è accompagnata dalla seguente menzione o da una formulazione equivalente: «Le funzioni e le affiliazioni professionali sono indicate esclusivamente a fini identificativi. Non implicano alcun sostegno né impegno delle istituzioni interessate, salvo loro espressa autorizzazione.»

9.5. Ogni sostegno istituzionale è qualificato separatamente e deve fondarsi su una decisione, dichiarazione o autorizzazione emanata dall'autorità competente a impegnare l'organizzazione interessata.

ARTICOLO 10

COMUNICAZIONE, DATI, CITAZIONE E PROPRIETÀ INTELLETTUALE

10.1. Ogni pubblicazione nominativa rispetta i diritti della persona interessata e il diritto applicabile. La pubblicazione del nome, ritratto, funzioni, affiliazioni, elementi biografici, citazioni, dichiarazioni personali o statements di sostegno si fonda sulle autorizzazioni o basi giuridiche appropriate.

10.2. Quando un testo attribuisce in modo sostanziale a una persona una posizione scientifica, giuridica o personale, la relativa formulazione è sottoposta alla persona per validazione quando le circostanze lo richiedono.

10.3. I dati personali utilizzati per il funzionamento, la tracciabilità e la comunicazione dell'Assemblea sono trattati conformemente al diritto applicabile, in particolare al Regolamento generale sulla protezione dei dati e alla legislazione francese in materia di informatica, archivi e libertà. La raccolta e la conservazione sono limitate a quanto necessario per le finalità perseguite e l'accesso è controllato.

10.4. La partecipazione all'Assemblea non comporta alcuna cessione automatica di diritti di proprietà intellettuale. Ciascun autore o contributore conserva i diritti relativi ai propri scritti, lavori, fotografie, dati e altre creazioni, fatti salvi i diritti di terzi e gli accordi espressamente conclusi.

10.5. Ogni riproduzione, adattamento o diffusione avviene nei limiti del diritto applicabile e delle autorizzazioni concesse.

10.6. Nessuna revisione, consultazione, annotazione, trasmissione documentale o partecipazione a uno scambio può essere trasformata in sostegno, approvazione, validazione o endorsement senza una corrispondente manifestazione espressa. I termini utilizzati devono descrivere esattamente l'atto compiuto.

ARTICOLO 11**CONFLITTI DI INTERESSI E RISERVATEZZA**

11.1. I partecipanti segnalano le situazioni suscettibili di incidere in modo significativo sull'indipendenza reale o apparente del loro contributo quando tale informazione sia pertinente rispetto al lavoro interessato.

11.2. I conflitti di interessi sono valutati in funzione della natura del lavoro, del ruolo della persona e della portata del contributo. L'esistenza di un interesse o di un'affiliazione non comporta necessariamente l'esclusione; può giustificare una dichiarazione, una misura di trasparenza, una limitazione della partecipazione o qualsiasi altra misura proporzionata.

11.3. I partecipanti rispettano la riservatezza dei progetti non pubblici, delle revisioni in corso, delle informazioni personali non destinate alla pubblicazione, degli scambi la cui riservatezza deriva dalla loro natura o è stata concordata, nonché dei documenti espressamente trasmessi a tale condizione.

11.4. La partecipazione all'Assemblea non autorizza alcuna divulgazione che violi un obbligo di riservatezza, i diritti altrui o il diritto applicabile.

ARTICOLO 12**LAVORI, PARERI COLLETTIVI, ATTRIBUZIONE E TRACCIABILITÀ**

12.1. L'Assemblea garantisce un'adeguata tracciabilità dei lavori svolti sotto la propria egida o nel proprio ambiente istituzionale.

12.2. Un registro interno può riportare, in particolare, l'identità e l'ambito di competenza delle persone, le funzioni o affiliazioni pertinenti, le richieste rivolte, i lavori interessati, i contributi ricevuti, le modifiche prodotte, le autorizzazioni alla pubblicazione, gli eventuali sostegni personali o istituzionali, gli inviti al Consiglio e il loro stato.

12.3. Il registro interno costituisce lo strumento di verifica preventiva delle qualità e delle attribuzioni. Può essere più ampio delle informazioni rese pubbliche. La presenza di un nome nel registro non comporta né appartenenza all'Assemblea né diritto o obbligo di pubblicazione.

12.4. Nessun parere, relazione, raccomandazione, risoluzione o dichiarazione può essere attribuito collettivamente al Consiglio internazionale di esperti senza che le modalità della sua elaborazione e adozione siano state previamente determinate. Il silenzio, la partecipazione a una riunione o la sola appartenenza al Consiglio non equivalgono mai all'approvazione di un documento.

12.5. Quando un lavoro collettivo è pubblicato, i suoi autori, contributori, revisori o le persone che lo hanno espressamente approvato sono identificati nella misura pertinente, nonché, quando necessario, l'esistenza di opinioni divergenti.

12.6. Ogni contributo è qualificato secondo l'atto effettivamente compiuto. La trasmissione di pubblicazioni non costituisce validazione; una revisione critica non è necessariamente un'approvazione; l'accettazione di una richiesta di revisione non equivale alla sua realizzazione; uno scambio scientifico non equivale all'appartenenza all'Assemblea.

12.7. In presenza di documenti successivi relativi alla qualità o posizione di una persona, il documento datato più recente prevale per determinarne lo stato attuale, senza modificare la qualificazione storica degli atti precedentemente compiuti.

ARTICOLO 13

MANDATO, RAPPRESENTANZA, DENOMINAZIONI E LOGHI

13.1. Nessun membro, esperto, contributore o partecipante può, per il solo fatto della propria partecipazione all'Assemblea: rappresentare La Compagnie des Papillons Bleus; rappresentare la Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Albero; impegnare giuridicamente La Compagnie des Papillons Bleus; creare nei confronti di terzi l'apparenza di un mandato o potere di impegnare l'Assemblea; negoziare o concludere un accordo in suo nome; assumere pubblicamente una posizione in suo nome; né presentarsi come suo mandatario o portavoce.

13.2. Ogni funzione di rappresentanza richiede un mandato scritto, espresso, identificabile e valido emanato dall'autorità competente di La Compagnie des Papillons Bleus.

13.3. Le denominazioni suscettibili di far presumere un potere di rappresentanza, tra cui «ambasciatore», «rappresentante», «delegato» o «portavoce», non possono essere utilizzate senza il corrispondente mandato specifico.

13.4. Il nome, il marchio o il logo di un'istituzione alla quale una persona è affiliata non può essere utilizzato in modo da far supporre una partecipazione, partenariato o sostegno istituzionale che non sia stato espressamente autorizzato.

13.5. Il progetto di Convenzione Internazionale sui Diritti dell'Albero rimane distinto dall'Assemblea. L'Assemblea non coincide, in particolare, con il Comitato permanente né con qualsiasi altro organo che potrebbe essere successivamente istituito da un'eventuale Convenzione internazionale.

ARTICOLO 14

ADOZIONE, VERSIONE DI RIFERIMENTO, MODIFICA E INTERPRETAZIONE

14.1. La presente Carta è adottata, modificata e pubblicata sotto la responsabilità di La Compagnie des Papillons Bleus, conformemente alle proprie regole di governance.

14.2. La versione francese costituisce la versione istituzionale di riferimento. Possono essere predisposte traduzioni, in particolare in inglese, spagnolo e italiano. Esse devono rimanere il più fedeli possibile alla versione francese di riferimento.

14.3. Ogni modifica sostanziale dà luogo a una nuova versione datata e identificabile. Le versioni precedenti sono conservate negli archivi istituzionali al fine di garantire la tracciabilità del dispositivo.

14.4. La versione vigente e la relativa data devono essere identificabili sul supporto ufficiale di pubblicazione.

14.5. L'interpretazione istituzionale della presente Carta compete a La Compagnie des Papillons Bleus, nel rispetto del Quadro ufficiale della Dichiarazione Universale dei Diritti dell'Albero, del diritto applicabile, dei diritti dei partecipanti e dell'indipendenza intellettuale degli esperti.

14.6. Nessuna interpretazione della presente Carta può avere l'effetto di attribuire a una persona o istituzione un'approvazione, sostegno, rappresentanza, mandato o qualità che non sia stata espressamente accettata, autorizzata o effettivamente esercitata.

14.7. La presente Carta entra in vigore a decorrere dalla sua pubblicazione come versione ufficiale da parte di La Compagnie des Papillons Bleus.

CLAUSOLA GENERALE DI SALVAGUARDIA

Nessuna disposizione della presente Carta può essere interpretata nel senso di attribuire all'Assemblea dell'Albero, al Consiglio internazionale di esperti, ai gruppi di lavoro o ai loro membri una competenza appartenente a un'autorità pubblica, a un ente territoriale, a uno Stato, a un organo giurisdizionale o a un'organizzazione internazionale.

La presente Carta organizza un dispositivo di consultazione, riflessione, competenza specialistica e cooperazione.

Non crea alcun potere giurisdizionale, regolamentare, amministrativo o coercitivo.

PRINCIPIO FINALE DI ATTRIBUZIONE

UN ATTO REALE = UN VERBO ESATTO.

Ogni comunicazione relativa all'Assemblea dell'Albero deve riportare con esattezza ciò che una persona o istituzione ha effettivamente fatto, accettato, dichiarato o autorizzato.

La credibilità dell'Assemblea si fonda al tempo stesso sulla qualità dei suoi lavori, sull'indipendenza dei partecipanti e sul rigore con cui distingue contributo, competenza specialistica, appartenenza, approvazione, rappresentanza e sostegno.